

L'ÉCO

de la semaine

20 Juillet au 26 Juillet 2024

SOMMAIRE

Hydrocarbures - Le dépôt d'Ambohijanaka remis sur les rails	2
Technologie - Panne mondiale de Microsoft.....	2
Énergies renouvelables : Vers la valorisation et le recyclage des déchets solides à Antananarivo	3
Devises : L'euro de nouveau proche de la barre des 5 000 ariary	3
Projet ODOF - Du miel de qualité produit à Nosy Be	4
Coopération - Les chaînes de valeur du riz au centre des enjeux	5
Sommet de l'ALM Africa Summit : Une visibilité internationale de plus pour Madagascar	5
Économie bleue : Betafo, premier grenier de production d'alevins de carpes	5
Carburants - Nouvel accord entre l'État et les pétroliers	6
Parité monétaire - L'ariary se déprécie sur le marché des devises	7
Libre-échange - Une stratégie nationale pour la Zlecaf en gestation	7
Coopération La Réunion - Madagascar - La procédure informatique d'octroi de visa remise en cause	8
Foire de l'agriculture - Un grand pas vers l'autonomie de la région Diana.....	9
Produits de première nécessité - Les producteurs d'huile réclament des mesures contre les importations	9
Matière première - Le cours du nickel continue de baisser	10
Tourisme - Des opérateurs réclament la reprise du vol régional	10
FDA : Appui à la mécanisation agricole dans plusieurs régions	11
Pratiques commerciales durables : Promotion du GABI par les Nations Unies et l'Union africaine	11
Festival du Maïs – 1 ^{ère} édition – Anketrakabe : Promotion du produit du terroir et manifestation culturelle	12
Statistique - Madagascar souffre d'une pénurie de techniciens statisticiens - lary	12
Pépinière industrielle - Ambatondrazaka - Du ketchup « Odof » dans les grandes surfaces.....	13
Madagascar Airlines : Remise en service d'un ATR 72 pour renforcer la flotte.....	13
Pêches illicites : « Maab Aqua » condamné à 1.203.991 dollars d'amende	14
Vitrine du Vakinankaratra : lancement de la 26 ^e édition	14
Climat des affaires - L'EDBM change de statuts	14
Commerce international - Les démocrates américains soutiennent l'Agoa.....	15
Foire « B to C » : Une vitrine commerciale pour la région Analamanga.....	16
APEi : Liste des secteurs à libéraliser bientôt soumise à l'Union européenne.....	16
Festival des baleines : Clôture en apothéose de la 7 ^e édition.....	17

Hydrocarbures - Le dépôt d'Ambohijanaka remis sur les rails

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 20 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le projet de relocalisation du dépôt pétrolier d'Ankorondrano semble remis sur les rails. L'Office Malgache des Hydrocarbures annonce en effet dans sa revue du secteur pétrolier aval du premier trimestre de cette année que « le démarrage des travaux est imminent. Des travaux de terrassement ont déjà été effectués et le démarrage des travaux de construction est imminent en attendant quelques formalités administratives », indique cette revue trimestrielle de l'OMH. Cette infrastructure sera érigée en vue de délocaliser le dépôt pétrolier d'Antananarivo vers les périphéries. Le dépôt de carburant aura une capacité de stockage de 49 000 m³ et sera extensible jusqu'à 60 000 m³.



Le projet, baptisé Tanisoa, « est une initiative de la Logistique Pétrolière SA visant à améliorer la qualité et la

sécurité de vie des citoyens vivant dans les zones suburbaines, densément peuplées », indique l'OMH dans sa revue du secteur pétrolier aval pour le premier trimestre de 2024. Ce dépôt sera plus moderne et mieux équipé que celui d'Ankorondrano si l'on en croit les explications de l'OMH.

« Cette nouvelle infrastructure occupera plus de 9 hectares et disposera d'une zone verte de plus de 8,7 hectares pour assurer un périmètre de sécurité autour du dépôt ». Naguère en chantier depuis quelques années, les camions ont afflué pour transporter des terres issues des terrassements de ce chantier. Ce projet de relocalisation du dépôt d'Ankorondrano a été concocté depuis 2010. À cette époque, les raisons de congestion et de sécurité publique ont été avancées pour motiver ce déplacement. Si jamais un incendie se déclare et qu'il n'est pas maîtrisé aux alentours du dépôt d'Alarobia avec ces dix citernes de produits inflammables, c'est tout Ankorondrano, Ambodivona, Antanimena, Amboditsiry, Ankazomanga, Andraharo et Ivandry, soit un rayon de dix kilomètres, qui explose. Cette infrastructure, située en pleine zone industrielle, devait selon un communiqué de presse de la présidence en 2019, être désaffectée et déménagée hors de la ville « pour clause de non-conformité à la sécurité urbaine ».

Technologie - Panne mondiale de Microsoft

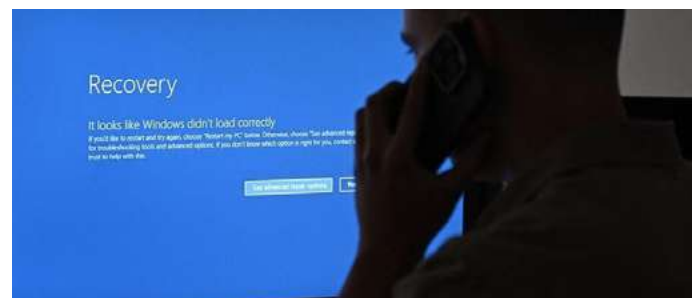
VALISOA ANDRIANIRINA | 20 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Vendredi dernier, un bug informatique chez Microsoft a touché un grand nombre d'utilisateurs partout dans le monde, provoquant des pannes dans les aéroports, les hôpitaux et même dans les grandes boutiques, entraînant ainsi des pertes. Selon les informations partagées par Microsoft, ce n'était pas un piratage, mais le problème provenait d'un bug. La société CrowdStrike a procédé à la mise à jour d'un logiciel antivirus.

« CrowdStrike travaille activement avec les clients concernés par un défaut identifié dans une unique mise à jour de contenu pour les utilisateurs Windows (...) Il ne s'agit pas d'un incident de sécurité ou d'une cyberattaque. Le problème a été identifié, isolé, et un correctif a été déployé », a écrit George Kurtz, fondateur exécutif de CrowdStrike dans son compte Twitter.

Ce dernier a indiqué avoir détecté la source du problème et a annoncé avoir déployé un correctif pour corriger les

erreurs survenues. Face aux colères et à l'insatisfaction des utilisateurs, la société CrowdStrike a présenté ses excuses pour le dérangement.



Du jamais vu, la perturbation causée par la panne du système d'exploitation a impacté les utilisateurs, entraînant une coupure internet mondiale.

Énergies renouvelables : Vers la valorisation et le recyclage des déchets solides à Antananarivo

ANTSAR. | 20 JUILLET 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Antananarivo a officiellement lancé un projet ambitieux de valorisation et de recyclage des déchets solides, qui permettra de produire de l'énergie renouvelable, du bio-méthane et des fertilisants, à partir de centaines de millions de tonnes de déchets par an.

Un grand pas dans la gestion optimale des déchets urbains et la transition vers des énergies renouvelables. C'est ce que représente cette initiative, pilotée par la Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA), en partenariat avec la société Apis Solutions.



Chaque année, la capitale de Madagascar produit environ 400 000 tonnes de déchets solides. Ces déchets, s'ils ne sont pas correctement gérés, représentent une menace sérieuse pour la santé publique et l'environnement, principalement en raison de la production de méthane, un gaz à effet de serre particulièrement nocif. Ce projet vise donc à réduire ces risques en améliorant la gestion des déchets, un enjeu particulièrement critique dans une métropole comme Antananarivo. D'après ses promoteurs, le projet de valorisation des déchets solides est le fruit d'une collaboration entre la CUA, la Société Municipale d'Assainissement (SMA), et plusieurs ministères dont celui de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH), de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), et de l'Intérieur et de la Décentralisation (MID). Divers organismes des secteurs non gouvernementaux apportent également leur soutien à cette initiative, illustrant l'importance de la synergie entre les acteurs publics et privés pour des projets d'une telle envergure.

Biologique

L'un des aspects les plus prometteurs de ce projet est la production de bio-méthane. Ce gaz, issu de la décomposition des déchets organiques, pourra être utilisé par les entreprises pour leurs besoins énergétiques et pour la cuisson propre des aliments, réduisant ainsi la dépendance aux combustibles fossiles et améliorant la qualité de l'air. En outre, le projet prévoit la production de compost biologique. Ce compost, utilisable comme fertilisant, offre une alternative écologique aux engrais chimiques, souvent responsables de la dégradation des sols et de la pollution des nappes phréatiques. Cette initiative s'inscrit donc dans une démarche de développement durable, visant à transformer les déchets en ressources précieuses.

Lancement

Les travaux de construction de la première unité de traitement des déchets commenceront dans quelques semaines, selon les informations recueillies. Cette unité, dont la mise en service est prévue pour juillet 2025, marquera le début d'une nouvelle ère dans la gestion des déchets à Antananarivo. Selon Jean-Baptiste Olivier, ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, ce projet est un excellent exemple de partenariat public-privé efficace (3P). Il témoigne de la capacité des acteurs publics et privés à collaborer pour transformer des défis environnementaux en opportunités économiques et sociales. La mise en œuvre de ce projet de valorisation des déchets solides représente un pas important vers un avenir plus durable pour Antananarivo. En réduisant les risques liés aux déchets solides et en transformant ces derniers en ressources utiles, la capitale malgache se positionne en pionnière dans la lutte contre les changements climatiques et la pollution urbaine. Certes, ce projet pourrait servir de modèle pour d'autres villes du pays et de la région, démontrant qu'avec une vision claire et une collaboration efficace, il est possible de relever les défis environnementaux les plus pressants.

Devises : L'euro de nouveau proche de la barre des 5 000 ariary

R.EDMOND. | 20 JUILLET 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

La monnaie nationale affiche de nouveau une tendance à la dépréciation. Le marché interbancaire des devises a terminé cette semaine avec une parité de l'euro qui s'approche de la barre des 5 000 ariary.

Baisse des offres

La monnaie européenne s'échangeait hier contre 4 882,14 ariary. Se rapprochant ainsi du taux de change affiché au mois de janvier (4 988 ariary). Dans une moindre mesure, l'ariary s'est déprécié par rapport au dollar avec un taux de 4 560 ariary pour un billet vert, hier, contre 4 508 ariary en début d'année. Cette quasi-stabilité

de l'ariary par rapport au dollar constitue un petit avantage pour l'économie dans la mesure où les échanges commerciaux officiels sont libellés en monnaie américaine. L'euro est utilisé principalement dans les changes domestiques, notamment pour le voyage des particuliers en Europe. Quoiqu'il en soit, ce fléchissement de l'ariary s'explique principalement par la baisse des offres en

devises consécutives à un recul des exportations. « Sur les trois premiers mois de 2024, les exportations de biens ont enregistré un recul de 30,7% par rapport à la même période de 2023 », explique la Banque centrale de Madagascar (BCM) dans sa dernière note de conjoncture économique publiée au mois de mai dernier.

Crise de la vanille

Cette variation s'est notamment manifestée par « la baisse des exportations des produits phares tels que la vanille, le girofle, le cobalt et les produits des entreprises franches ». La crise de la vanille est visiblement à la tête des origines de cette dépréciation de l'ariary. Selon la BFM, « la valeur de la vanille exportée a fléchi de 63,5% en raison de la baisse de 81,3% du prix, même si la quantité a rebondi de 95,0% ». D'autres produits d'exportation sont également

en difficulté. « Les exportations de « nickel » ont également ralenti de 64,0%, suite aux baisses du volume exporté et du prix moyen, respectivement de 38,4% et de 41,6%. Également, les exportations sous le régime de la « zone franche » ont diminué de 11,2% à la suite des baisses du volume exporté de 9,5% et du prix moyen de 1,8%. Les recettes de « cobalt » se sont contractées de 24,0%, en raison de la dégradation du prix moyen de 29,5%, malgré la hausse du volume expédié de 7,9%. Les exportations de « girofle » ont diminué de 9,0%, expliquée par la réduction du volume de 8,0%, et celle du prix de 1,2% ».

Notons que la Banque centrale disposait au premier trimestre 2024 d'une réserve en devises de 2 576,3 millions de dollars US, représentant 5,7 mois d'importation. Un matelas de devises qui lui permet éventuellement d'intervenir sur le marché pour éviter une dégringolade.

Projet ODOF - Du miel de qualité produit à Nosy Be

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 22 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'heure est à l'optimisme pour les producteurs de miel de Nosy Be, qui se voient octroyer une miellerie destinée à une production de miel naturel d'excellente qualité.

L'usine de production de miel à Nosy Be est désormais opérationnelle. Vendredi, elle a été inaugurée par les autorités locales et la direction générale du ministère de l'Industrialisation. Cette unité est destinée « à produire du miel de qualité, suivant les normes et compétitif aussi bien sur les marchés intérieur qu'extérieur », explique le ministère de l'Industrialisation et du Commerce.

Cette nouvelle ligne de production, récemment installée, a été octroyée à la région dans le cadre du projet One District, One Factory du MIC. Le miel produit à partir de cette machine offre une qualité supérieure, car le produit ne contient plus de résidus indésirables. Il répond également aux normes sanitaires les plus exigeantes. Ainsi, le produit obtenu peut très bien faire face à la concurrence sur le marché du miel et des produits dérivés, tels que la cire, les bougies parfumées, les produits cosmétiques, etc. D'après les explications de ce département, cette unité sera également destinée à renforcer la qualité du miel produit par les apiculteurs de la région. L'usine en question peut traiter jusqu'à 100 kilos de produits par heure. Ce seront ces apiculteurs et producteurs de miel de la région qui seront les premiers à bénéficier de cette machine.

Selon la direction régionale de l'Élevage de Diana, la filière miel est porteuse et rentable dans la région. D'après le MIC également, Nosy Be compte plus de cinq cents producteurs regroupés au sein de six coopératives.

Bon filon

C'est la société Distrimax qui a été choisie pour gérer cette usine. Elle dispose d'une certaine expérience dans

ce domaine, mais elle travaillera de concert avec ces coopératives, censées fournir les matières premières. La filière reste encore un bon filon à creuser pour la ville, jusqu'ici connue pour ses atouts en termes de tourisme, mais aussi pour ses huiles essentielles au parfum d'ylang-ylang. Nosy Be produit annuellement cinq tonnes de miel en moyenne, alors que les besoins de la petite île s'élèvent en moyenne à vingt tonnes de miel.



Les opérateurs et décideurs de l'île aux parfums ont tenu à saluer cette initiative. « Cette usine sera destinée à améliorer la qualité du miel produit localement, mais elle permettra aussi d'encourager nos producteurs à intensifier leur production et à s'investir dans cette filière porteuse, dont le potentiel reste encore à exploiter pour l'île », estime François La Banane, député de la circonscription.

L'apiculture est très présente dans la culture malgache et répandue sur l'ensemble du pays. Le miel y jouit d'une très bonne image et est utilisé traditionnellement en remplacement du sucre, en thérapie et en cosmétologie.

Coopération - Les chaînes de valeur du riz au centre des enjeux

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 22 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

C'est le nouvel enjeu de la décennie. Les politiques s'activent à l'amélioration des chaînes de valeur du riz. Avoir des modèles innovants pour atteindre l'autosuffisance alimentaire en riz est l'une des aspirations du pays. Lors de sa participation au séminaire pour la Coopération sud-sud (CSS) de la chaîne de valeur du riz, qui s'est tenu en Chine, le pays a prospecté sur les différents horizons de coopération possibles avec les partenaires internationaux. « C'était une opportunité d'échanger sur les principaux défis auxquels les pays africains font face par rapport à

leur chaîne de valeur du riz et de partager également les expériences en termes de développement de ces chaînes de valeurs rizicoles », indique le ministère de l'Agriculture dans un communiqué. Pour Madagascar, la Coopération sud-sud avec la Chine a été établie depuis longtemps, notamment à travers des programmes de production de riz hybride, censés soutenir la croissance rizicole de la Grande île. Cependant, malgré la hausse du rendement rizicole depuis l'année passée, les chaînes de valeur du riz restent encore à renforcer.

Sommet de l'ALM Africa Summit : Une visibilité internationale de plus pour Madagascar

R. EDMOND | 22 JUILLET 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

L'ALM Africa Summit s'est déroulé à Londres les 17 et 18 juillet derniers. Madagascar n'a pas manqué ce rendez-vous avec la présence de la ministre de l'Economie et des Finances Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison. Parmi les invités d'honneur à cette manifestation, la ministre malgache a participé, en tant que panéliste, à un certain nombre de conférences axées sur le thème « L'Afrique libérée : gérer les perturbations, améliorer les opportunités ». Une visibilité internationale de plus pour la Grande Île quand on sait que le Sommet ALM Afrique regroupe des

décideurs et des dirigeants politiques et commerciaux, des diplomates, des dirigeants de la société civile, des leaders d'opinion notamment sur le continent africain. Le Sommet offre une plateforme de réseautage, de collaboration et de célébration des réalisations de haut niveau en matière d'innovation, d'entrepreneuriat et de développement à travers le continent. Notons que la ministre de l'Economie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison a reçu, durant cet événement, le prix spécial du leadership féminin.

Économie bleue : Betafo, premier grenier de production d'alevins de carpes

NAVALONA R. | 22 JUILLET 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Dans le cadre de la promotion de l'économie bleue, des formations ont été vulgarisées par le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue dans plusieurs régions de l'île afin d'attirer la population à se lancer dans la pisciculture et la rizipisciculture.

L'objectif consiste à améliorer les revenus des paysans tout en luttant contre l'insécurité alimentaire, étant donné que la consommation des poissons constitue une source de protéine pour la population.



La région Vakinankaratra se démarque par une hausse des rendements de productivité piscicole, et ce, grâce au partenariat de ce département ministériel avec l'ONG

APDRA. À titre d'illustration, le système extensif développé par les pisciculteurs dans le fokontany d'Andre-masoandro, commune et district de Betafo, s'avère plus efficace, selon leur témoignage. Les techniciens de la direction régionale du ministère de la Pêche et de l'Économie bleue l'ont également confirmé en évoquant que les rendements obtenus ont dépassé les attentes.

Technique de décalage de ponte

En outre, le district de Betafo reste encore le premier grenier de production d'alevins de carpes à Madagascar, d'après toujours ces techniciens. Il dispose ainsi d'alevins tout au long de l'année grâce à la vulgarisation de la technique de décalage de ponte. Rien que dans le fokontany d'Andre-masoandro, plus d'une centaine de producteurs d'alevins possèdent chacun une éclosérie paysanne et au moins une dizaine de géniteurs. Chaque géniteur peut pondre deux fois par an en produisant entre 30 000 et 100 000 alevins à chaque ponte, a-t-on appris. Compte

tenu de la rentabilité de cette activité, les femmes et les jeunes commencent également à se lancer dans la pisciculture, plus précisément dans la production d'alevins. Force est également de reconnaître que le développement de cette activité pisciculture permet de générer des emplois locaux outre l'amélioration des revenus des acteurs qui y opèrent. L'élevage de carpes en étang pour le grossissement des alevins constitue en même temps une autre source d'activité rentable pour la population locale.

Extension d'activités

Toujours dans le cadre de la promotion de l'économie bleue, le développement de l'élevage de tilapia fait partie des activités développées par le ministère de tutelle. Il s'agit d'une filière porteuse. Les pisciculteurs dans la commune rurale d'Anosiala, district de Manakara, dans la région Fitovinany seront dotés de 12 500 alevins de qualité. En outre, les formations prodiguées aux personnes intéressées par les activités piscicoles se poursuivent également dans de nombreuses régions. L'un des bénéficiaires

de formations, M. Jeannot qui s'est converti dans cette activité piscicole, dans la commune rurale d'Analamary, district de Betroka, dans la région Anôsy, témoigne de sa rentabilité. Il dispose actuellement de six étangs d'une superficie de 92m² et envisage même de faire une extension de ses activités en créant prochainement une autre dizaine d'étangs.

Développement de la petite pêche

Hormis la promotion de l'élevage piscicole, ce département ministériel appuie également au développement de la petite pêche. À titre d'illustration, des pêcheurs membres du groupement « Mahavita Azy » bénéficient des équipements et matériels de pêche dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Fandroso » financé par l'Union Européenne et avec l'appui du Fonds de Développement Agricole (FDA). Ces équipements sont composés entre autres de pirogues, de filets de pêche et des gilets de sauvetage. Ce qui permettra aux bénéficiaires d'améliorer leurs captures de pêche, et partant, d'améliorer leurs conditions de vie.

Carburants - Nouvel accord entre l'État et les pétroliers

ERIC RANJALAHY. | 23 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Sous la pression du Fonds monétaire international, FMI, l'État et les pétroliers, toutes enseignes confondues, ont un intérêt commun : diluer leurs dettes croisées dans une compréhension mutuelle.

Un terrain d'entente. Après des mois de mésentente, l'État et les pétroliers, toutes professions confondues, ont fini par trouver un protocole d'accord qui arrange les deux parties dans le règlement de leurs dettes croisées, comme il est convenu de les appeler.

Dans le cadre des négociations avec le Fonds monétaire international, FMI, ayant abouti à l'octroi de la Facilité élargie de crédit, FEC, sous une nouvelle formulation, et le Fonds pour la résilience et la durabilité, FRD, les autorités ont pris l'engagement « à ce que les distributeurs pétroliers respectent leurs obligations fiscales et parafiscales ». Celles-ci, suivant le différentiel des coûts en vigueur, concernent le paiement des droits et taxes sur les produits pétroliers, des redevances au ministère de l'Environnement, de la contribution au développement du secteur (RDS), de la contribution au fonds routier (RER) et de la redevance OMH.

« Nous prendrons toutes les dispositions nécessaires pour accélérer le paiement par les distributeurs à la fois des arriérés passés et des nouvelles contributions mensuelles », ont-elles, les autorités, avisé le FMI. Il fut des mois où les pétroliers ont refusé de s'acquitter de ces charges fiscales sans être payés de leurs passifs.

Léger retard

« Il est important de dissocier les passifs des pétroliers, résultant des écarts entre les prix réels et affichés du carburant, de leurs dettes contractées par la Jirama, par exemple », expliquait Rindra Hasimbelo Rabarininarison, ministre de l'Économie et des Finances, lors d'un aparté avec des journalistes à l'immeuble Cadour d'Ambatonakanga.

Aujourd'hui, selon les derniers décomptes fiables, « pour ce qui est de l'exercice en cours », la ministre indiquait que le passif de l'État envers les pétroliers s'élevait à 72 milliards d'ariary à fin mai. À celui-ci s'ajoute un passif restant de 39 milliards d'ariary, que l'État devait payer à ces compagnies pétrolières pour l'exercice 2023. Ces montants sont inscrits dans la Loi des finances rectificative 2024. Mais entre les écritures financières et les débloquages réels, il existe souvent plus qu'un léger retard, là où le doute peut s'installer.



Si les deux parties tiennent leurs langages, le manque à gagner financier des unes et des autres serait comblé par un accord à l'amiable. Toujours mieux qu'un mauvais procès.

Parité monétaire - L'ariary se déprécie sur le marché des devises

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 23 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'ariary s'effrite à nouveau sur le marché Interbancaire des devises (MID). La dernière opération bouclée de la Banque centrale, à 15 heures 24, fait savoir que la monnaie nationale s'échange désormais à 4 884,96 ariary pour un euro. Le dollar, quant à lui, s'échange à 4 513,10 Ariary.



La baisse des exportations des produits phares lors du premier trimestre de cette année y est pour quelque chose, d'après des revues spécialisées dans le domaine. Celles-ci ont reculé de 30,7% selon la Banque centrale. Celle-ci avait expliqué dans sa note de conjoncture économique du mois de mai que les exportations de vanille avaient chuté de près de 63%, victimes de la baisse des cours mondiaux. Il y a aussi les exportations de nickel et de cobalt qui ont ralenti en raison de la conjoncture internationale. Les exportations de nickel, second produit d'exportation pour Madagascar, ont régressé de 64%. Le

commerce du textile a également reculé en début d'année, avec une baisse de 11% selon ce rapport. D'après la Banque centrale, « les prix sur les marchés internationaux des principaux produits de base ont globalement enregistré une hausse au premier trimestre de 2024, à l'exception des prix du pétrole brut et du nickel. L'accentuation des tensions géopolitiques a exercé des pressions sur les prix des principaux produits de base vers la fin du premier trimestre. »

C'est une phase de régression pour l'ariary, qui semblait récupérer de son agonie en début d'année. Jusqu'à il y a quelques jours, les cours de l'euro étaient établis entre 4 600 et 4 700 ariary. Pendant le premier trimestre, l'ariary s'est apprécié de 6,2% par rapport à l'euro. Le ministère de l'Économie avait expliqué que ce regain de vitalité de l'ariary était attribuable au rapatriement et à la cession de devises, qui ont connu une performance remarquable au premier trimestre.

Néanmoins, ces périodes sont comprises dans un cycle, celui des opérations courantes. En effet, l'arrivée des devises issues des exportations et des fonds alloués aux projets d'investissement public (qui se payent en euro ou en dollar) a contribué à la montée en valeur de l'ariary sur le MID. Toutefois, dans un contexte de flottement, le marché interbancaire des devises ainsi que ses tendances doivent refléter l'économie nationale dans son ensemble. Pour l'instant, notre économie dépend des importations, surtout dans le domaine de l'énergie, avec les produits pétroliers, mais aussi dans l'agroalimentaire et d'autres produits de consommation quotidienne.

Libre-échange - Une stratégie nationale pour la Zlecaf en gestation

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 23 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les consultations se poursuivent. L'État, en collaboration avec le ministère de l'Industrialisation et du Commerce et le secteur privé, continue de consulter les parties prenantes pour élaborer la stratégie nationale de mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Vendredi, les échanges se sont déroulés dans un esprit de partage d'expériences, mais aussi dans le but de faire connaître aux acteurs ce qu'est la Zlecaf, les avantages que les opérateurs et le pays pourraient en tirer.

« Avant d'intégrer ce marché, il faudrait d'abord se préparer aux exigences de la Zlecaf, mais aussi, il faut savoir les avantages que les acteurs pourraient en tirer. Nous pouvons espérer que l'intégration de Madagascar à la Zlecaf permettra de développer les exportations de biens et services ainsi que les investissements », explique le ministère de l'Industrialisation et du Commerce. La Zone de libre-échange continentale africaine promet l'accès à plus de 1,8 milliard de consommateurs. Depuis

quelque temps, son intégration est devenue un enjeu crucial pour la Grande île, qui se prépare à rentrer dans la danse.



De nombreux partenaires soutiennent cette initiative, qui renforcera les liens commerciaux intra-régionaux du continent.

Coopération La Réunion - Madagascar - La procédure informatique d'octroi de visa remise en cause

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 23 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La présidente de la région Réunion a rencontré le président de la République, hier. Préalablement, dans un entretien téléphonique avec L'Express de Madagascar, elle a évoqué la modernisation du logiciel de traitement des visas utilisé par le consulat de France à Madagascar.

Une mise à jour est nécessaire. En visite à Madagascar, Huguette Bello, présidente de la région Réunion, milite activement pour le renforcement de la coopération dans la région de l'océan Indien. Un engagement qu'elle met en avant lors de ses rencontres avec les hauts responsables locaux. Hier, elle a eu l'occasion d'en discuter directement avec Andry Rajoelina, président de la République, au Palais d'État d'Ambohitsorohitra.



Le renforcement du tourisme au sein de la zone océan Indien fait partie des domaines où des efforts sont à faire. Ce qui implique une fluidité de la circulation des personnes. Durant un entretien téléphonique, avant son entretien avec le chef de l'État, la présidente de la région Réunion concède qu'il y a un souci sur ce point entre Madagascar et son île. Selon elle, il est opportun de revoir le logiciel utilisé par le consulat de France à Madagascar pour l'octroi de visa vers La Réunion.

« À cause de la difficulté d'obtention de visa, les Malgaches ne peuvent pas voyager », reconnaît celle qui est inscrite dans la short-list des probables futurs Premiers ministres français. Ce manque de fluidité dans la circulation des personnes est un frein au développement du tourisme dans la région qui a un potentiel de deux millions de touristes selon elle. Il constitue aussi un frein au renforcement de la coopération dans d'autres domaines comme les échanges universitaires, les formations spécialisées, ou même la coopération médicale et les évacuations sanitaires.

Comme Huguette Bello l'indique elle-même, des chercheurs malgaches travaillent avec le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), à La Réunion. Toutefois, ces chercheurs rencontrent parfois des difficultés dans l'obtention de visa. Durant sa rencontre avec Andry Rajoelina, hier, le renforcement des échanges universitaires, notamment dans le domaine de la médecine, a aussi été discuté.

Co-développement

Parmi les projets de coopération abordés durant la rencontre à Ambohitsorohitra hier, une réciprocité dans la fluidité de la circulation des personnes est nécessaire. Selon le communiqué de presse de la présidence de la République, « lors de cette entrevue, Huguette Bello a également invité le président de la République à effectuer une visite d'État à La Réunion, au cours de laquelle un accord de coopération pourrait être signé ».

Il est probable qu'un allègement de la procédure d'attribution de visa allant vers La Réunion puisse être inscrit dans cet éventuel accord de coopération. Cette question de la circulation des personnes est aussi un point abordé au niveau régional, à travers la Commission de l'océan Indien (COI), à entendre Huguette Bello. Ceci, dans le but de renforcer le tourisme, entre autres.

« Nous avons deux millions de touristes dans la zone. Parce que les gens ne voyagent plus comme avant. Ils voyagent autrement », déclare à la presse la présidente de la région Réunion, à l'issue de la rencontre avec Andry Rajoelina. La coopération bilatérale entre Madagascar et La Réunion est un des sujets discutés durant l'entrevue à Ambohitsorohitra. « Le besoin de mener un co-développement », a ainsi été souligné. Comme l'explique Huguette Bello, le co-développement implique de « travailler ensemble », dans divers domaines. La santé, l'éducation, l'enseignement supérieur, la formation, ou encore l'économie bleue, les énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique font partie des domaines évoqués. Il y a aussi le challenge de rétablir le statut de Madagascar comme grenier de l'océan Indien.

« Madagascar est un pays immense, qui a un potentiel extraordinaire, que je considère comme le grenier de toute cette région de l'OI », affirme la présidente de la région Réunion. Comme elle l'indique, le rendez-vous d'hier, à Ambohitsorohitra, a aussi été une occasion pour Huguette Bello de féliciter Andry Rajoelina, pour sa réélection pour un second mandat.

Un homme de terrain et pragmatique

Face à la presse, en marge de sa rencontre avec le président Andry Rajoelina, la présidente de la région Réunion a aussi fait part de sa satisfaction quant à la nomination de Edgard Razafindravahy, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI). Sans ambages, elle affirme que le ministre de l'Industrialisation et du Commerce « est un homme de terrain, un homme pragmatique. Il sait comment ça se passe. Il va se mettre à pied d'œuvre maintenant ».

Foire de l'agriculture - Un grand pas vers l'autonomie de la région Diana

RAHERINIAINA | 23 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La première Foire de l'agriculture régionale a tenu toutes ses promesses. Une belle réussite qui tient beaucoup au magnifique soleil qui a régné durant les trois journées, du 18 au 20 juillet.

C'était à la Place Foch, devant la mairie, que l'association Union Matanjaka a organisé cette Foire agricole régionale qui a réuni une centaine d'exposants, répartis dans trente-quatre stands et issus des organisations paysannes de la région Diana. Elle a mis le paquet pour lui donner une autre dimension. Et les participants ont su profiter de cette occasion rare pour valoriser leurs produits.

Même si ce rendez-vous de différents acteurs œuvrant dans le milieu rural, n'a pas eu une grande envergure, il était un lieu de rencontres, d'échanges et de partages pour les coopératives agricoles, artisanales et pastorales, la population, les élus et les opérateurs économiques locaux. C'était une opportunité pour les agriculteurs régionaux d'exposer leurs produits dans un cadre convivial.

L'évènement a été également l'occasion de découvrir les potentialités agricoles et artisanales des coopératives de la région. Mention particulière pour la participation de l'organisation paysanne MTF d'Ambilobe, la coopérative UCLS d'Ambanja, la banque primaire, les deux opérateurs Green Fish et Y'Maitso...

Achalandé

Pendant ces trois jours d'exposition, une foule, venue nombreuse, a pu faire quelques achats dans ce marché bien achalandé, et se restaurer sur les lieux, midi et soir. L'organisation a enregistré mille sept cents visiteurs par jour, qui ont pu découvrir les produits agricoles du terroir. Les fruits comme la papaye et le melon ainsi que le beurre artisanal, mozzarella, confiture, piments... ont été à l'honneur. En outre, des stands de volailles ont été mis à la disposition des principaux consommateurs.

Des autorités locales et autres représentants de divers milieux agricoles, ont honoré la Foire de l'agriculture. Ils

se sont rendu compte de l'importance de la foire, et pris connaissance du malaise qui touche les milieux agricoles et ruraux. Le député réélu dans le district d'Antsiranana-II, le Dr Raymond, a été entouré des responsables régionaux conduits par le préfet, Lucien Mananjara. Tous les intervenants dans les débats ont montré leur intérêt à promouvoir la production régionale et à inciter la population à consommer local.



Au terme de cette manifestation économique, destinée à mieux faire connaître les potentialités existantes dans la région Diana, notamment dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage, le coordonnateur régional de l'Union Matanjaka, Arnaud Richelin, a dressé son bilan qu'il qualifie de positif.

« La participation était déjà synonyme de réussite. La tenue de cette foire agricole revêt une importance particulière, car cet événement met en lumière le travail acharné et la passion de nos agriculteurs, éleveurs, producteurs, transformateurs, et autres, qui façonnent notre monde agricole. C'est aussi un excellent moyen de façonner ensemble un avenir viable et florissant pour l'agriculture de la région Diana », affirme-t-il, satisfait, sans négliger les obstacles et les défis rencontrés et surmontés.

Produits de première nécessité - Les producteurs d'huile réclament des mesures contre les importations

VALISOA ANDRIANIRINA | 24 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Face à l'accroissement des importations d'huile végétale, la branche de production nationale alerte l'Autorité Nationale Chargée des Mesures Correctives Commerciales.

Les producteurs locaux se plaignent des pertes significatives qu'ils subissent sur le marché local. D'après une missive envoyée à l'Autorité Nationale des Mesures Correctives Commerciales (ANMCC), les produits importés, notamment les huiles alimentaires, envahissent tous les points de vente, que ce soit dans les grandes surfaces ou les distributeurs habituels. « Les importations d'huile végétale alimentaire ont connu un accroissement de 10 points d'indice en 2022 par rapport à 2021.

L'accroissement des importations par rapport à cette année de base est de 42 points en 2023 », indique la requête de la BPN, datée du 18 juillet.

Contacté par téléphone, le directeur général de l'ANMCC a expliqué que des mesures seront prises. Néanmoins, le responsable indique qu'une enquête est encore en cours actuellement. « Des mesures seront prises », indique Barthélémy, directeur général de l'ANMCC. Il a également expliqué que le processus commence par une enquête

auprès des producteurs concernés. « Nous avons lancé une enquête auprès des producteurs en question afin de déterminer les mesures à prendre face à cette importation abusive. Effectivement, il y aura des mesures correspondant aux règles internationales », a-t-il annoncé.



Enquête

Les gros producteurs d'huile végétale comme l'Argentine, l'Égypte et la Malaisie sont les principaux pays exportateurs d'huile végétale. Ils feront l'objet de cette enquête, indique-t-on. « Ils seront interrogés sur leurs quantités

d'exportation et les commandes qu'ils reçoivent dans le but de déterminer les limites à Madagascar », a ajouté le DG. Et lui d'ajouter que « par rapport aux concernés, à l'intérieur du pays, l'application du droit additionnel à l'importation figure parmi les options envisagées. Cette mesure consiste à augmenter les taxes imposées sur chaque produit importé, une hausse considérable à prévoir ».

Selon le DG de l'ANMCC, il existe des mesures pour sauvegarder le commerce à l'échelle nationale. « On parle ici de restreindre la quantité des importations, une stratégie visant à limiter les quotas des produits pouvant entrer à Madagascar. Enfin, la combinaison des deux mesures sur le contingent tarifaire, c'est-à-dire appliquer l'augmentation des taxes et limiter l'entrée des produits en même temps. Ces mesures visent à redonner de la valeur à la production locale », selon ses explications. Néanmoins, l'enquête sur chaque producteur durera au minimum un mois. « Ensuite, l'ANMCC procédera à l'organisation des auditions publiques, soit à la demande des parties intéressées, soit d'office, pour permettre aux parties intéressées de présenter des éléments de preuve, d'avoir la possibilité de répondre aux exposés d'autres parties, de faire connaître leurs vues et de défendre leurs intérêts », souligne toutefois le responsable.

Matière première - Le cours du nickel continue de baisser

VALISOA ANDRIANIAINA | 24 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Au cours des deux derniers mois, les prix du nickel sur le marché international peinent à se stabiliser. En effet, après avoir atteint 19 000 dollars la tonne en mai dernier, les prix ont chuté pour s'établir à 16 000 dollars ce mois-ci. Janvier 2022 avait marqué le pic des prix du nickel, avec un cours de 29 000 dollars la tonne. Depuis, le nickel n'a pas retrouvé ce niveau sur le marché international. Cette baisse des prix s'explique par un surplus de production sur le marché international par rapport à la demande, d'autant plus marquée depuis les restrictions imposées par la Chine sur ses commandes. L'évolution technologique joue également un rôle dans cette dévaluation, car

les usines automobiles réduisent leur production de véhicules à batterie, ce qui diminue la demande en nickel.

Pour le cas de Madagascar, Ambatovy est en mode survie actuellement. En attendant la remontée des cours, qui reste incertaine, Ambatovy procède à la réduction maximale des coûts. Mais la hausse des prix des intrants limite la marge de manœuvre de l'entreprise. Cette grande entreprise minière de Madagascar compte également sur le remboursement de la TVA par l'État pour soigner sa trésorerie. Le nickel contribue à hauteur de 30% aux recettes d'exportation de la Grande Île vers le marché international.

Tourisme - Des opérateurs réclament la reprise du vol régional

RAHERINIAINA | 24 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Un groupe des opérateurs touristiques d'Antsiranana tire actuellement la sonnette d'alarme pour signaler la précarité de leur situation, suite à la suspension du vol reliant Nosy Be à Antsiranana. Ils réclament la reprise urgente de cette ligne aérienne.

Ce groupe, sous couvert de la Chambre de commerce et d'industrie d'Antsiranana, fait appel aux autorités compétentes pour soutenir cette initiative de reprise de cette ligne desservant leur région, l'île aux parfums, en cette période cruciale de la saison touristique, tout en adoptant des mesures concrètes et en travaillant en étroite collaboration avec les opérateurs économiques locaux.

Ces opérateurs, comprenant des guides, des hôteliers, des transporteurs et d'autres acteurs du secteur, affirment que l'absence de cette liaison aérienne essentielle affecte gravement leurs activités et compromet la viabilité de l'industrie touristique locale. Ils soulignent que l'État devrait également prendre en compte d'autres mesures spécifiques pour résoudre cette situation.

Pour la capitale du Nord, ces opérateurs demandent que la reprise des opérations pour les compagnies ayant desservi auparavant cette ville, et même les autres compagnies opérant déjà à Madagascar, soit facilitée. Cette demande formulée par ce groupement des opérateurs

économiques locaux vise à solliciter notamment le ministère du Transport et de la météorologie, ainsi que le ministère du Tourisme, à intervenir auprès des compagnies aériennes et autres parties prenantes pour reprendre la ligne aérienne reliant ces deux villes.

« La crise sanitaire a fortement impacté le secteur du tourisme, entraînant une réduction drastique des liaisons aériennes et une baisse de la fréquentation touristique. Avec l'arrivée de la haute saison touristique, il est essentiel de rétablir ces vols pour encourager la venue des visiteurs et soutenir les entreprises locales », ont-ils lancé lors d'une déclaration faite à l'Hôtel de la poste, le week-end dernier.

La partie nord de la Grande Île est une région très riche en attraits touristiques et en opportunités économiques. Malheureusement, chaque année, surtout pendant la saison des pluies, elle devient inaccessible en raison des coupures de routes. Depuis le mois d'avril 2024, suite au passage du cyclone Gamane, des dégâts considérables ont isolé la région jusqu'à aujourd'hui. L'avancée des travaux de réhabilitation reste très incertaine, car les routes demeurent impraticables pour la circulation quotidienne.

FDA : Appui à la mécanisation agricole dans plusieurs régions

NAVALONA R. | 24 JUILLET 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Le Fonds de Développement Agricole (FDA) constitue un outil financier pérenne alimenté par plusieurs sources de financement provenant de l'Etat et bien d'autres bailleurs de fonds.

Il est destiné à soutenir le développement des trois secteurs porteurs dans le monde rural, à savoir l'agriculture, l'élevage et la pêche, et ce, en structurant des services agricoles de proximité au bénéfice des producteurs dans toutes les régions de l'île. La mission du FDA consiste ainsi à octroyer des appuis financiers aux exploitants agricoles porteurs de projets touchant ces trois secteurs afin que ces bénéficiaires puissent lancer ou développer leurs activités. Parlant entre autres du cas de la région Atsimo Andrefana, ce Fonds de Développement Agricole, sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, a appuyé la mécanisation agricole permettant notamment de développer la riziculture irriguée, à travers le projet FANDROSO (Financement des Appuis Normalisés pour le Développement et le Renforcement des Organisations de producteurs), financé par l'Union européenne. Le développement de la pêche traditionnelle n'est pas en reste.

Matériels et intrants

Les bénéficiaires de cet appui comptent 293 producteurs qui sont regroupés au sein des 24 organisations paysannes et associations de pêcheurs répartis dans quatre communes du district de Morombe, dans la région Atsimo Andrefana. Il s'agit notamment des communes de Befandriana, Tanandava, Ambahikily, Befandefa (Andavadoaka) et Salary Avaratra. Ces paysans ont ainsi été dotés de 22 motoculteurs, de herse, de charrues à soc et à disque, d'une remorque, d'une repiqueuse et de

pulvérisateurs. Des intrants agricoles composés de semences de riz irrigué, d'engrais minéraux et d'insecticides leur ont également été remis. Quant aux associations de pêcheurs, elles ont bénéficié de pirogues, de moteurs hors-bord, de filets et de gilets de sauvetage. Mais ce n'est pas tout ! Le FDA a également facilité l'acquisition de matériels et d'équipements agricoles au profit des 68 organisations paysannes dans le district de Tsiroanomandidy, dans la région du Bongolava, et toujours dans le cadre de la mise en œuvre du projet FANDROSO.



L'objectif vise à promouvoir la mécanisation agricole afin d'améliorer la production agricole, notamment le riz qui constitue la principale denrée alimentaire de la population.

Pratiques commerciales durables : Promotion du GABI par les Nations Unies et l'Union africaine

ANTSIA R. | 24 JUILLET 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Renforcer l'impact des pratiques commerciales durables en Afrique. Tel est l'objectif du Pacte mondial des Nations Unies et de la Commission de l'Union africaine, qui ont

officialisé un partenariat stratégique pour promouvoir la Global Africa Business Initiative (GABI). Cette collaboration vise également à soutenir la Stratégie pour

l'Afrique du Pacte mondial, qui cherche à construire un réseau d'entreprises africaines responsables et ambitieuses. Ce partenariat a été scellé par un échange de lettres d'intention entre l'ambassadeur Albert Muchanga, commissaire au développement économique de l'Union africaine, et Sandra Ojiambo, sous-secrétaire générale et directrice générale du Pacte mondial des Nations Unies. La cérémonie s'est déroulée à Accra, le 20 juillet 2024, en présence de Fatima Kyari Mohammed, observatrice permanente de l'Union africaine auprès des Nations Unies, et de Charles Abani, coordinateur résident des Nations Unies au Ghana.

Repositionner l'Afrique

Ce partenariat s'inscrit dans le cadre du soutien à la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et des

objectifs de développement durable de l'Agenda 2030. Il appuiera notamment la prochaine phase du deuxième plan décennal de l'Agenda 2063 (2023-2032). L'ambassadeur Muchanga a souligné l'importance de cette collaboration pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063, en renforçant l'engagement en faveur de pratiques commerciales durables et de la croissance économique en Afrique. Sandra Ojiambo a ajouté que ce partenariat permettra de renforcer les liens entre l'Union africaine et les Nations Unies, en contribuant à créer un secteur privé africain fort et inclusif. Sous la direction de la vice-secrétaire générale des Nations Unies, Amina J. Mohammed, l'initiative GABI vise à repositionner l'Afrique comme une destination d'affaires et d'investissement sur la scène mondiale

Festival du Maïs – 1^{ère} édition – Anketrakabe : Promotion du produit du terroir et manifestation culturelle.

ISS HERIDINY | 24 JUILLET 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Hormis les diverses animations notamment le morengy, le match de football et le radio crochet, les artistes locaux comme Juvance, Zandry Eddy, Peria de Sava ainsi que deux stars, Larss et Anicette monteront sur les planches du festival Maïs – 1^{ère} édition à Anketrakabe. Le village est situé à 47 km de Diego-Suarez. Organisé par le personnel de la commune rurale, l'événement a pour but de propulser un produit du terroir : le maïs. D'après les informations recueillies, cette contrée et ses environs produisent près de 2 050 tonnes de blé d'Inde par an. Cette festivité, qui se déroulera du 7 au 10 août prochain,

sera une occasion pour les agriculteurs de s'affirmer avec fierté. Reposant sur différentes activités, le Festival d'Anketrakabe est soutenu par les autorités locales, d'autant plus que la majorité est membre du comité d'organisation. Par ailleurs, ce genre de réjouissance cultive une identité... Il faut tout de même avouer que les initiateurs de ce projet sont audacieux. Ils sont parvenus à créer un événement de grande envergure dans le district de Diego II. De leur côté, les villageois saluent leur courage et souhaitent la pérennisation d'Anketrakabe Festival.

Statistique - Madagascar souffre d'une pénurie de techniciens statisticiens - lary

VALISOA ANDRIANIRINA | 25 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'effectif des statisticiens à Madagascar ne correspond pas aux besoins supplémentaires du pays.



Les techniciens en statistique sont chargés de réaliser des enquêtes et des études chiffrées pour répondre aux besoins de la nation. Malheureusement, peu de jeunes s'orientent vers cette filière.

Cette situation alarmante est confirmée par lary Rakotondradany, directeur général par intérim de l'Instat. Pour y remédier, un atelier de renforcement de capacités

a été organisé en collaboration avec le Comesa. Cet atelier vise à renforcer les compétences des statisticiens existants, en particulier ceux des ministères, comme l'a souligné lary Rakotondradany.

Du 24 au 26 juillet, des représentants des ministères et des acteurs du secteur privé participeront à cet atelier à Antananarivo. L'objectif est que, à l'issue de cette formation, les participants puissent présenter correctement les informations sous forme de statistiques. Les données chiffrées, étant à la fois sensibles et pertinentes, doivent être traitées avec soin et analysées rigoureusement, comme l'a expliqué lary Rakotondradany.

« Un pays a besoin de statistiques fiables et à jour pour mesurer l'efficacité des politiques mises en œuvre », selon lary Rakotondradany. Les données statistiques servent d'indicateurs pour mesurer le développement d'un pays, qu'il soit sur le plan politique, économique ou social.

Pépinière industrielle - Ambatondrazaka - Du ketchup « Odof » dans les grandes surfaces

VALISOA ANDRIANIRINA | 25 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les produits Lycoper de l'unité industrielle ODOF Ambatondrazaka commencent à se faire une place sur le marché local. Désormais, ils sont disponibles dans le réseau de la grande distribution.

Aux quatre coins de l'île, les produits Lycoper sont désormais disponibles dans les grandes surfaces, notamment à Antananarivo, Mahajanga et Toliara. Les premières livraisons ont été effectuées cette semaine. C'est l'usine ODOF d'Ambatondrazaka, Lycoper, qui se charge de la transformation des tomates en ketchup. Les sauces Lycoper sont ainsi accessibles dans les points de vente habituels ainsi que dans les magasins Score. La société Lycoper gère cette usine de transformation de tomates à Ambatondrazaka. Son gérant, Hasina Rasolofoharintseho, a confié :

« Grâce à nos deux machines, nous avons pu produire trois mille bouteilles de ketchup. Maintenant, l'intégration de ces produits dans le circuit de la grande distribution va tripler nos activités quotidiennes », a-t-il expliqué hier. « Les prix et la qualité des produits resteront inchangés », assure le gérant de l'usine. Le prix d'une bouteille de ketchup transformé s'élève à environ 2 700 ariary à l'usine. Ambatondrazaka produit entre 250 et 300 tonnes de tomates par jour. « Il n'y aura aucun risque de rupture de stock même avec une augmentation de notre production », a-t-il souligné. Cette production massive permet de répondre aux besoins en transformation à l'usine Lycoper. Sept coopératives des villes environnantes approvisionnent l'unité ODOF Ambatondrazaka.

En effet, l'ODOF contribue à la promotion des industries malgaches, à la création d'emplois pour les compatriotes, mais aussi à l'accroissement de la valeur ajoutée sur les

produits locaux. Pour l'usine Lycoper, l'objectif est de conquérir les clients à l'international à travers ses produits. Le gérant de l'usine indique que les démarches pour l'exportation de ces produits sont en cours et que « les sociétés en comptent également promouvoir le concentré de tomates. Nous préparons notre production pour le marché extérieur et le marché international ».



Le ministère de l'Industrialisation soutient également les entreprises locales, notamment celles qui appuient les producteurs de base. Cette initiative a permis aux produits de l'usine d'Ambatondrazaka de se frayer un chemin vers une niche plus importante.

Madagascar Airlines : Remise en service d'un ATR 72 pour renforcer la flotte

R.EDMOND. | 25 JUILLET 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Un petit renforcement pour la flotte de Madagascar Airlines. La compagnie aérienne nationale annonce la remise en service de son appareil MSN 813, qui « vient renforcer sa flotte afin de mieux répondre à la demande croissante et au développement de ses activités ». Immobilisé depuis avril 2023 en raison de contraintes financières et de la pénurie persistante de pièces et d'équipements affectant l'industrie aéronautique mondiale depuis des mois, cet ATR 72 est désormais opérationnel. Un léger mieux, en somme, pour la flotte de la compagnie qui comprend désormais trois ATR-72 de la compagnie nationale, auxquels s'ajoute temporairement un aéronef

Q400 de la compagnie CemAir. Mais le meilleur est à venir puisque Madagascar Airlines attend actuellement la livraison prochaine de deux nouveaux appareils, prévue pour septembre et octobre.

Le Directeur général, Thierry de Bailleul, a déclaré à cette occasion : « Nous devons saluer le travail sans relâche de nos équipes de maintenance qui ont dû relever de nombreux défis techniques. Le soutien de l'Etat et de la Banque mondiale sont également à souligner, sans lesquels rien de ceci n'aurait été possible », a-t-il ajouté.

Pêches illicites : « Maab Aqua » condamné à 1.203.991 dollars d'amende

ARH. | 25 JUILLET 2024 | LES NOUVELLES

Un navire kenyan dénommé « Maab Aqua », a été pris en flagrant délit de pêche illicite le 8 juillet au large de Nosy Be, avec à son bord trois Kenyans et cinq Sri Lankais, transportant une cargaison de 5.406 kg d'ailerons et de requins de cinq espèces différentes (requin blanc, requin gris, requin marteau, requin à point blanc et requin à point noir).

Une réunion de « transaction avant jugement » a eu lieu le 18 juillet, organisée par le ministère malgache de la Pêche et de l'Economie bleue (MPEB), en présence de quatre cadres du MPEB, deux membres du Centre de surveillance des pêches (CSP) et trois représentants de la société civile (AVG, Mihari, CNPE).

Les accusés représentés par une avocate malgache et un Sri Lankais résidant à Madagascar, ont plaidé coupables et accepté de payer une amende de 1.203.991 dollars (5,4 milliards d'Ariary) dans les sept jours, faute de quoi l'affaire sera portée devant le tribunal. Des poursuites supplémentaires pour intrusion sans visa, intrusion sans autorisation et collecte d'espèces protégées sont également envisagées par les autorités malgaches.

Sanctions exemplaires

Suite à l'interception de ce navire, les organisations de la société civile (OSC) de Madagascar ont signé hier une déclaration commune dénonçant les trafics incessants de ressources naturelles, perpétrés par des navires et marins étrangers dans les eaux territoriales malgaches. Apparemment, Maab Aqua est un navire récidiviste car ce n'est pas la première fois qu'il a été intercepté au large de l'Afrique de l'Est.

Dans cette déclaration commune, les OSC « félicitent le MPEB, le CSP et leurs partenaires pour leurs efforts de gouvernance, de transparence et de respect des lois, et encouragent les autres secteurs concernés à rester intransigeants ».

Les OSC exhortent également les autorités à « augmenter les budgets des ministères chargés des ressources naturelles (MEDD, MPEB, MMRS) pour renforcer la protection des richesses naturelles de Madagascar », essentielles pour le développement durable et les générations futures. Elles expriment leur volonté de « collaborer pour une meilleure gouvernance et plaident pour l'introduction de peines d'emprisonnement dans le code de la pêche malgache »

Vitrine du Vakinankaratra : lancement de la 26^e édition

SERA R | 25 JUILLET 2024 | LES NOUVELLES

Fidèle à son rendez-vous annuel et fort du succès de la dernière édition, l'association des entreprises du Vakinankaratra ou « Fivondronan'ny orinasan'i Vakinankaratra (Fiova) » organisera de nouveau du 5 au 7 septembre, à Antsirabe, la « Vitrine du Vakinankaratra » qui sera à sa 26e édition cette année. L'objectif est de promouvoir les produits de la région et de démontrer les savoir-faire de ses opérateurs économiques.

« 218 opérateurs ont participé à cette vitrine en exposant leurs produits et services à travers 250 stands », a fait savoir le président de la Fiova, Andrianjafy Ramarojaona,

en fin de semaine. Il a souligné aussi que cet événement sert de tremplin au développement économique de la région, connue pour la vitalité de son secteur élevage et agricole.

Fiova produit actuellement des engrais pour venir en aide aux agriculteurs. Elle envisage aussi de fabriquer des matériels pour dynamiser des activités de transformation de produits agricoles. « Afin que les producteurs puissent apporter des valeurs ajoutées à leurs produits », a indiqué le président de l'association.

Climat des affaires - L'EDBM change de statuts

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 26 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Pour capter plus d'investisseurs et optimiser ses attributions d'agence de promotion des investissements, l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) change de statuts.

La boucle est bouclée. Le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, Edgard Razafindravahy, récemment nommé Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, peut avoir le sentiment du devoir accompli. Avec la loi sur les investissements, adoptée l'année dernière, ainsi que la loi sur les sociétés coopératives, sur lesquelles son département a travaillé sans relâche depuis quelques années, c'est

l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) qui amorce désormais sa mutation, en changeant de statuts. C'est le rapport du conseil des ministres de mercredi qui en a annoncé la couleur. « En collaboration avec la Banque mondiale et suite à ses suggestions, le conseil des ministres a validé le décret portant sur la délimitation des attributions, de la structure et du fonctionnement de l'EDBM. » Cette

nouvelle disposition a été prise pour faire office de suite logique aux actions de promotion des investissements, déjà effectuées par l'État. L'EDBM ambitionne de devenir un acteur majeur du paysage entrepreneurial et concurrentiel dans la Grande Île, en plus de contribuer à l'amélioration du climat des affaires et à la facilitation des investissements.

Les principales réformes apportées dans ces nouveaux statuts de l'EDBM portent sur la structure et le fonctionnement, mais aussi sur des mesures permettant de rassurer les investisseurs sur l'attractivité du pays et sur son climat des affaires, qui regagne en vitalité. Parmi les initiatives comprises dans le projet de loi, figurent le renforcement du rôle de l'EDBM au premier plan dans le domaine des investissements.



Signes encourageants

Cette agence compte participer, avec l'État, à l'élaboration et à la mise en application de la stratégie nationale pour l'investissement, et le développement du secteur privé et des investissements privés. De plus, l'EDBM essaie, à travers cette nouvelle proposition de loi, de délimiter clairement ses fonctions en termes de facilitation des investissements. Par rapport à sa structure, l'EDBM prévoit aussi, dans ce projet

de loi, d'élargir son conseil d'administration pour faire participer plus de membres issus des secteurs privés et publics. La mise en place d'une structure de gestion des litiges permettra de collecter les doléances des investisseurs et de résoudre les probables litiges existant entre eux et l'État avant de passer devant le tribunal, indique-t-on.

De la refonte de la loi sur les investissements, au pacte pour l'Industrialisation, en passant par les appuis apportés aux secteurs d'avenir et aux entreprises innovantes, plusieurs signes encourageants sont perceptibles et devraient booster les investissements. La réforme des statuts de l'EDBM figure parmi les points clés de l'amélioration du climat des affaires et de la promotion des investissements. Elle s'inscrit ainsi dans les grandes lignes permettant à l'État de concrétiser sa politique en matière de développement économique et industriel.

Selon cette Agence de Promotion des Investissements (API), « Un environnement des affaires dynamique et transparent, favorable aux investissements privés et à l'entreprise, est l'un des principaux moteurs du développement durable et de la création d'emplois », d'où la nécessité de procéder à certains ajustements. Cela contribue à rassurer davantage les investisseurs. L'EDBM fait maintenant office de premier point d'entrée pour les investisseurs et ceux qui sont à la recherche d'opportunités d'affaires dans les secteurs à fort potentiel à Madagascar. Il s'agit des secteurs dans lesquels Madagascar dispose d'avantages comparatifs comme l'agribusiness, l'industrie légère exportatrice comme le textile/habillement, les infrastructures, les mines, les TIC et le tourisme.

Des précisions par rapport aux visas et autorisations d'emploi Dans le projet de décret concernant les visas de catégorie professionnelle et celui de catégorie « Travailleur avec compétence spécifique », l'EDBM a fait savoir qu'en application de la loi 2023-002 sur les investissements, la demande d'autorisation peut se faire auprès du ministère de l'Intérieur ou auprès de l'EDBM. Ces deux catégories de professionnels doivent néanmoins répondre à certains critères définis par la législation en vigueur pour en bénéficier.

Commerce international - Les démocrates américains soutiennent l'Agoa

ERIC RANJALAHY | 26 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Des discussions d'une importance capitale, bien que parfois occultées par d'autres préoccupations, ont lieu depuis avant-hier à Washington D.C. pour le Forum de l'Agoa. Deux déclarations marquantes ont déjà été faites : celle du président Joe Biden, tout d'abord : « Depuis plus de vingt ans, la loi bipartite sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique constitue le fondement du partenariat économique entre les États-Unis et les pays africains ».

Et puis celle du Secrétaire d'État Antony Blinken : « Les États-Unis continueront d'investir en Afrique, car comme l'a dit le président Biden à l'occasion du sommet des dirigeants États-Unis-Afrique qu'il a accueilli : ' Quand l'Afrique réussit, les États-Unis réussissent ... [et] le monde entier réussit également.' ». Le Secrétaire d'État

Blinken a ajouté : « L'Agoa arrive à échéance l'année prochaine, le président Biden comme l'ensemble de notre gouvernement soutiennent pleinement sa réinstauration, et nous continuerons de travailler avec nos collègues du Congrès pour que l'Agoa soit prorogée. »

Madagascar figure parmi les exportateurs les plus importants sur le marché américain dans le cadre de l'Agoa. La valeur des exportations malgaches sous l'Agoa s'élève à 339 millions de dollars en 2023, d'après le rapport biennal sur la mise en œuvre de cette loi commerciale américaine, fait par le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) et publié vers la fin du mois de juin de cette année. Il reste à savoir si un éventuel retour de Donald Trump à la Maison Blanche serait de nature à tout chambouler.

Foire « B to C » : Une vitrine commerciale pour la région Analamanga

NAVALONA R. | 26 JUILLET 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Une foire « B to C » sera organisée du 28 au 31 août 2024 au Palais des Sports à Mahamasina. « Il s'agit d'une vitrine commerciale pour la région Analamanga. En effet, nous prévoyons de mettre les opérateurs économiques fournisseurs de produits et services, en relation directe avec les clients. Tous les produits innovants issus de différents secteurs d'activité y seront ainsi représentés, et ce, à des prix très compétitifs », a expliqué Rijatahiana, le responsable du comité d'organisation de cet événement, lors d'une conférence de presse hier, au Palais des Sports à Mahamasina.

Dégustation culinaire

La présentation des biens et services innovants sera répartie sur sept espaces. À titre d'illustration, « Les entreprises et les ONG ainsi que les industries de différentes tailles participeront à l'espace Pro en vue d'améliorer leur visibilité. L'espace Fashion sera dédié à la mode, la beauté et la santé tandis que tout ce qui tourne autour de la maison, la décoration, les meubles et le jardin, sera exposé à l'espace Habitat. En outre, l'espace Conseils présentera des offres d'emploi, des formations et l'éducation au profit des jeunes. Les technologies et l'informatique seront également mises en avant dans le cadre de cet événement, sans compter la mise en place de

l'espace solde destiné à la liquidation et au déstockage des produits. Des séances de dégustation culinaire ne seront pas en reste », a-t-il fait savoir.



Par ailleurs, « une scène Pro servira de démonstration et de promotion des nouveaux produits et services. L'objectif est de tester en direct la force commerciale d'une entreprise tout en tissant des relations d'affaires avec les consommateurs finaux. Ce qui permettra de réduire le nombre d'intermédiaires entre les deux parties », a-t-il poursuivi.

APEi : Liste des secteurs à libéraliser bientôt soumise à l'Union européenne

ANTSIA R. | 26 JUILLET 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Madagascar a achevé la finalisation de la liste des secteurs commerciaux et des services à libéraliser dans le cadre de son Accord de Partenariat Économique Intérimaire (APEi) avec l'Union européenne. L'atelier final de validation technique pour cette liste a eu lieu cette semaine. Les secteurs nécessitant des mesures spécifiques ont également été pris en compte.



Après des consultations approfondies au niveau des services du ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC), la liste a été finalisée mardi dernier. Cet accomplissement a été rendu possible grâce au consensus entre toutes les parties concernées, selon les représentants

du MIC. La liste finalisée pourra être soumise à l'Union européenne dans les délais impartis. Pour les équipes techniques impliquées, ce jalon représente un défi relevé grâce à la détermination des parties prenantes engagées dans le développement du pays par le commerce. À noter qu'à part le tourisme et les transports, les citoyens malgaches pourront bénéficier de diverses opportunités liées au commerce, à la formation et à l'emploi à l'étranger grâce à cet accord. Cela s'inscrit également dans l'un des trois piliers de la politique de développement du pays : le développement humain.

Festival des baleines : Clôture en apothéose de la 7^e édition

ARH. | 26 JUILLET 2024 | LES NOUVELLES

Le Festival des Baleines s'est clôturé, après neuf jours de festivités, du 13 au 21 juillet, sur l'île de Sainte-Marie. Depuis sa création en 2015, ce festival met à l'honneur les baleines et n'a cessé de sensibiliser le public à la protection de la faune marine et de l'environnement de Madagascar. L'événement promeut le tourisme à Sainte-Marie et met en valeur la culture malgache avec des spectacles traditionnels et des activités sportives et culturelles. La 7^e édition a débuté avec de nombreuses animations, des démonstrations artisanales et des compétitions sportives, incluant un trail de 10 km et un tournoi national de beach volley. Les concerts, les spectacles vivants et l'élection de Miss Festival ont rythmé la semaine, attirant environ 825 touristes nationaux, 312 internationaux et plus de 10.000 locaux, soit une augmentation de 35% par rapport à 2023

Deux nouveautés ont marqué cette édition : des plateaux culinaires artisanaux et l'introduction du beach-volley, organisé par la Fédération malgache de volley-ball. Le succès de cet événement a incité les organisateurs à lancer un Beach Tour pour l'année prochaine.

Le festival a bénéficié d'une météo favorable et du soutien de nombreux partenaires, comme Cétamada et l'Alliance française, permettant une sensibilisation accrue et des activités enrichissantes. La prochaine édition se tiendra du 12 au 20 juillet 2025, avec un avant-goût prévu à Antananarivo en mai 2025.